

BULLETIN DE L'UNION AFRICAINE (UA)

Stratégies Africaines | par | Patrick Ferras

Sommaire

I - Textes de réflexion

Chine-Afrique	page 02
Russie - Afrique	page 03
Nouvelle classification pays	page 07
Sahel - France	page 07

II - Revue de presse internationale

Somalie - Chine	page 10
Afrique - Chine	page 10
Tanzanie - Chine	page 11
Nigéria	page 11
Kenya	page 13
RDC - Etats-Unis	page 14
Afrique - Russie	page 14
Mozambique	page 15
Somaliland	page 15
RDC - Nations unies	page 16
Mali	page 17
Soudan	page 19
RDC - Nations unies	page 20
Union africaine	page 20
Afrique	page 22
CEDEAO	page 23
Guinée Bissau	page 24
Somaliland- Taïwan	page 24
Mali	page 26

III - Nations Unies

Rapport Rép. Centrafricaine	page 27
-----------------------------	---------

IV - Conclusion

page 28

Edito

La pandémie du Covid-19 ralentit sérieusement les activités et repousse les échéances.

Il devient difficile de voyager car il faut s'armer des tests PCR avec des délais d'obtention des résultats qui dépassent souvent ce qui est demandé par les autorités des pays visités. A cette difficulté, se rajoute des quatorzaines qui ne feront que tuer un peu plus le tourisme à l'étranger. La création de clusters spécialisés pour les vacanciers laisse rêveur.

Après le sommet France – Afrique de Bordeaux de juin 2020, c'est au tour du sommet UE/Afrique d'être reporté à une date ultérieure en 2021...

Pour sourire : un voyageur désirant visiter le nord de l'Ethiopie devra observer deux quatorzaines, une à Addis Abeba à l'arrivée puis une autre à Mekelle car les autorités de la Région-Etat du Tegray en imposent une seconde !

Patrick FERRAS

Stratégies africaines
www.csba-ferras.eu





I - TEXTES DE REFLEXION

❖ Chine - Afrique une présence militaire massive

20 mars 2020 /Mondafrique

Vente d'armes, déploiement de troupes, recours à des sociétés de sécurité privées... La Chine est de plus en plus présente en Afrique dans le secteur de la défense.

Derrière la vaste offensive économique chinoise, le bruit des bottes se fait désormais entendre, ainsi qu'une inflexion perceptible de sa célèbre politique de « non-ingérence ». Les ventes d'armes chinoises aux pays africains ont été multipliées par trois sur la période 2008-2019 par rapport à la décennie précédente. Bon marché, les équipements militaires chinois ont de plus en plus d'acquéreurs sur le continent, depuis les armées régulières jusque dans les rangs des groupuscules terroristes et rebelles.

L'Algérie en tête

Ainsi des hélicoptères Z-9 en Zambie, mais aussi des lance-roquettes WS-1 dans l'armée soudanaise ou encore des missiles anti-chars Red Arrow-73D chez les voisins du Soudan du Sud et du Darfour. L'Algérie est le premier client africain de la Chine, devant la Tanzanie, le Maroc et le Soudan. Suivent le Nigeria et le Cameroun. Mais « plusieurs États africains sont également les destinataires d'armes légères et de petit calibre chinois, bien que le volume de ces transferts soit absent des statistiques publiques.

La Chine s'est opposée à l'inscription de ces armes au Registre des armes classiques des Nations Unies », expliquent les chercheurs Mathieu Duchâtel, Richard Gowan et Manuel Lafont Rapnouil, dans une note de 2016, « Into Africa : Chinese global

security shift » (European Council on Foreign Relations, ECFR). Selon les chiffres du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), compilés par Mondafrique, avec 3,278 milliards de dollars entre 2008 et 2019, le volume des ventes chinoises reste loin de celui des Russes, premier vendeur d'armes en Afrique avec 15,775 milliards de dollars sur la même période, mais se rapproche du niveau des États-Unis, deuxième marchand sur le continent avec 5,667 milliards de dollars sur la décennie étudiée. Pour Andrew Hull et David Markov, de l'Institute for Defense Analyses (IDA), la bascule se situe vers 2010, année où le salon African Aerospace and Defense (AAD) organisée en Afrique du Sud tous les deux ans a accueilli pour la première fois une représentation chinoise importante, avec une dizaine de sociétés sur un pavillon national de 1200 mètres carrés.

3,5 milliards de dollars de prêts

La présence militaire de la Chine ne se traduit pas seulement par la vente d'armes. « La Chine dispense une formation aux militaires nigériens et camerounais pour leurs opérations contre Boko Haram, et soutient la mission de l'Union africaine contre Al Shabaab en Somalie », lit-on encore dans la note de l'ECFR. Le chercheur He Wenping, repris dans la note de l'ECFR citée plus haut, dit que « les événements libyens et soudanais, en 2011, où des ressortissants et des entreprises chinoises ont été pris au dépourvu par des conflits armés meurtriers, ont amorcé le changement de politique africaine de la Chine.

Un livre blanc officiel du gouvernement chinois a été publié en 2015 qui décrit ainsi la

nouvelle stratégie de sa politique étrangère en Afrique : « [la Chine] soutiendra les efforts des pays africains (...) pour renforcer les capacités de sauvegarde de la paix et de la stabilité en Afrique. [La Chine] continuera d'aider les pays africains à renforcer leurs capacités de défense nationale et de maintien de la paix pour préserver leur propre sécurité et la paix régionale. »

De plus, la Chine a adopté une loi antiterroriste en décembre 2015, qui autorise le déploiement de troupes dans des missions de lutte contre le terrorisme à l'étranger. Ainsi, selon Jordan Link, de la China Africa Research Initiative (Cari, université John Hopkins), entre 2003 et 2017, « les pays africains ont signé pour 3,56 milliards de dollars de prêts à des fins militaires et de sécurité intérieure et à double usage [équipements pouvant être utilisés dans le civil comme dans le militaire et dont on ne connaît pas l'affectation exacte, NDLR] ». D'après le chercheur américain, les prêts à des fins de défense et / ou de sécurité intérieure et à double usage ont représenté un peu plus de 2% de tous les prêts chinois à l'Afrique.

Djibouti, une première base militaire

En 2017, à Djibouti, lorsque Pékin a inauguré sa première base militaire à l'étranger, beaucoup, au premier rang desquels les américains, s'en sont inquiétés. Il faut dire que le camp chinois n'est qu'à quelques kilomètres du camp Lemonnier, créé après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, et où stationnent quelque 4 000 marines.

Certains sont impliqués dans des missions très secrètes, notamment des assassinats ciblés de drones au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique, et des raids au Yémen. Washington a aussitôt craint une surveillance chinoise de ces activités. La marine chinoise sera bientôt la première du monde, devant les États-Unis. De fait, « la base de Djibouti constitue un énorme développement stratégique », selon Peter Dutton, professeur d'études stratégiques au Naval War College de Rhode Island : « C'est l'expansion de la puissance navale pour protéger le commerce et les intérêts régionaux de la Chine dans la Corne de l'Afrique, c'est ce que font les pouvoirs expansionnistes. La Chine a tiré des leçons de la Grande-Bretagne il y a 200 ans », a-t-il expliqué au New York Times en 2017. La base de Djibouti faciliterait aussi le transfert d'armes chinoises, disent les experts.

Les nouvelles routes de la soie

Largement commentée, la base chinoise ne compte officiellement, elle, que 400 marins de l'Armée populaire de libération (APL). Le positionnement est cependant stratégique : non seulement elle est la première chinoise à l'étranger, mais, de plus, elle doit répondre au besoin impérieux de sécuriser les nouvelles routes de la soie, au cœur de la Belt and Road Initiative (BRI) qui mobilise des centaines de milliards de dollars. Au large des côtes africaines et dans le détroit de Bab-el-Mandeb croisent 30000 navires par an, mais aussi sept câbles de télécommunication essentiels pour les liaisons entre l'Asie et l'Europe. Les militaires chinois participent donc aux opérations de lutte contre la piraterie, jusque dans le Golfe de Guinée, à la demande des pays côtiers et où les attaques se sont multipliées ces dernières années.

Un engagement dans les opérations de paix

Aux opérations maritimes, s'ajoutent les opérations terrestres. La Chine est devenu le deuxième contributeur financier aux opérations de paix et fournit l'un des principaux contingents de casques bleus sur le continent, notamment au Mali, au Soudan et en Centrafrique. En 2016, une attaque contre une base des Nations unies au Mali a tué un sergent et blessé cinq autres militaires chinois. Les expériences de terrain, en dehors de ses zones habituelles d'intervention, situées en Asie, ont aguerri l'armée chinoise.

❖ Russie - Afrique

Ces deux dernières décennies, Moscou a approfondi sa relation avec l'Afrique, devenant ainsi le plus grand fournisseur d'armes sur le continent africain.

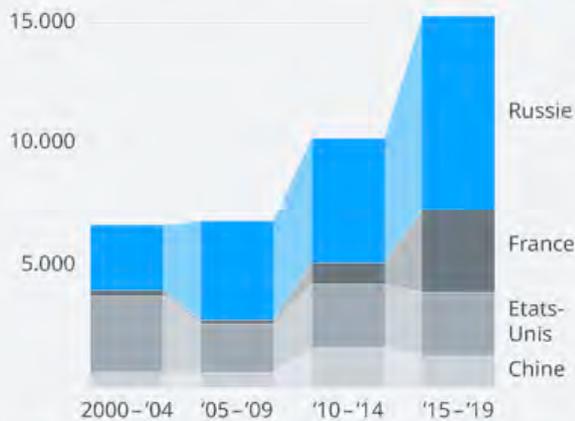


Le vendeur d'armes d'Etat russe Rosoboronexport a annoncé en avril dernier son premier contrat pour approvisionner des bateaux d'assaut dans un pays en Afrique subsaharienne. Le nom du destinataire a été dissimulé. Une certitude : cela marque le premier contrat d'exportation de produits navals finaux de fabrication russe vers cette région depuis les vingt dernières années.

Si cette information n'a pas retenu l'attention du monde entier, cette nouvelle donne s'ajoute à un schéma : la Russie est en train de construire son chemin pour prendre pied en Afrique et étendre sa carte d'exportation d'armes sur le continent.

Autrefois grand fournisseur pendant l'ère soviétique, la Russie a vu son rôle en Afrique s'estomper après l'effondrement de l'URSS. Mais en 2000, le pays a fait de nouvelles percées et, au cours des deux dernières décennies, il est devenu le plus grand exportateur d'armes vers l'Afrique. Actuellement, la Russie représente 49 % du total des exportations d'armes vers l'Afrique, selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Depuis 2000, les exportations d'armes de la Russie vers l'Afrique ont augmenté de manière significative. Ces augmentations sont principalement dues à la croissance des exportations d'armes russes vers l'Algérie.

Les exportations d'armes de la Russie, des Etats-Unis, de la France et de la Chine vers l'Afrique



Chiffres en millions en valeur assurée totale, la mesure de prix des transferts d'armes du SIPRI, capacité militaire plutôt que la valeur financière

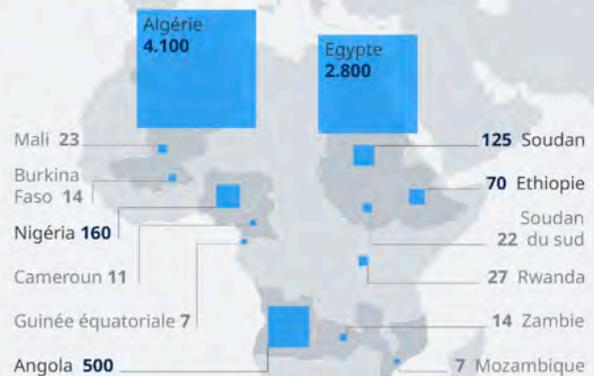
Source: SIPRI

Les yeux de la Russie sur l'Afrique

Jusqu'à présent, l'Algérie reste le plus gros client des armes russes en Afrique. Le pays est suivi par l'Égypte, le Soudan et l'Angola. Selon Alexandra Kuimova, chercheur au programme de dépenses militaires et d'armement du SIPRI, le nombre de pays africains qui achètent les armes russes a augmenté ces deux dernières décennies. Au début des années 2000, 16 pays africains étaient destinataires de ces armes. Entre 2010 et 2019, ils sont passés à 21. À partir de 2015, la Russie a commencé à vendre des armes à l'Angola, pays riche en pétrole, principalement des avions de chasse et des hélicoptères de combat. Le gouvernement angolais à Luanda entretient depuis la période soviétique des liens étroits avec Moscou. En 1996, la Russie a annulé 70% des 5 milliards de dollars (4,56 milliards d'euros) de dette de l'Angola ; ce qui représentait principalement le résultat de plusieurs crédits à l'exportation que l'URSS avait accordés à l'Angola pour l'achat d'armes et d'équipements militaires soviétiques. Au cours du nouveau millénaire, la Russie était un choix prévisible pour l'Angola afin de signer de nouveaux contrats d'armement. Au cours des cinq dernières années, l'Angola est devenu le troisième plus gros client africain pour les armes russes après l'Algérie et l'Égypte. Les autres fournisseurs de Luanda sont la Bulgarie, le Belarus, l'Italie et la Chine, mais leurs

parts sont faibles. La situation était semblable à celle de l'Algérie, le plus grand importateur d'armes russes sur le continent africain. Les connexions de l'époque soviétique ont permis à la Russie d'obtenir son monopole sur les ventes d'armes, et Moscou a complètement annulé la dette de l'Algérie qui s'élevait à 5,7 milliards de dollars en 2006. Dans la même année, l'Algérie a signé un autre accord d'armement pour acheter des armes russes pour 7,5 milliards de dollars. Selon Paul Stronski, chercheur senior au programme Russie et Eurasie de la fondation Carnegie « les autorités de ces pays regardent intrinsèquement Moscou à partir des liens de l'époque soviétique et Moscou a pu maintenir son influence. Dans certains cas, comme celui de l'Algérie, ce maintien est réalisé à travers la remise de la dette ; parfois en prétendant qu'elle va construire des établissements de réparation et des établissement de fabrication ou de maintenance ».

Les pays africains importateurs d'armes russes



Les valeurs représentent l'indicateur de valeur assurée totale du SIPRI (en millions), index de capacité militaire basé sur les armes achetées par les pays

Source: SIPRI, basé sur les données d'exportation de 2015-2019, les chiffres au-delà de 100 sont arrondis

Une vision géopolitique

L'intérêt grandissant de la Russie pour l'Afrique s'explique non seulement pour des raisons économiques, mais aussi politiques et stratégiques. La Russie voit en l'Afrique un partenaire clé potentiel dans la vision pour un ordre mondial multipolaire. « Moins européen, moins transatlantique et plus axé sur les puissances et les régions émergentes », déclare M. Stronski. C'est là que les liens de la Russie avec des pays comme le Zimbabwe et le Soudan ont été établis, souligne-t-il. Le Zimbabwe fait face à des sanctions financières de l'Occident

depuis le début des années 2000. L'Etat serait responsable des violences, tortures et tueries des opposants du président de la République pendant la période de l'ancien président Robert Mugabe. Malgré la condamnation internationale du régime de Mugabe, la Russie est restée aux côtés du Zimbabwe. Avec la Chine, elle a opposé son droit de veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'embargo d'armes en 2008, tout en critiquant les sanctions occidentales. La Russie exporte un certain nombre de matières premières et de produits manufacturés vers le Zimbabwe, allant du bois, du blé et des engrais aux documents imprimés, en passant par des wagons de chemin de fer et l'électronique. La Russie, à son tour, importe du café et du tabac du Zimbabwe. Les compagnies russes sont aussi impliquées dans des projets d'extraction de diamant et d'or dans le pays. Selon Gugu Dube, chercheur au programme menaces transnationales et crime international à l'institut des études de sécurité (ISS) à Pretoria, la Russie a intensifié ses activités d'extraction de ressources telles que le coltan, le cobalt, l'or et le diamant dans plusieurs autres pays d'Afrique. Au Zimbabwe, les entreprises russes participent également à une coentreprise du projet Darwendale - extraction et fusion de l'un des plus grands gisements de métaux du groupe de platine au monde - dont la production est prévue pour 2021. La Russie a abrité à Sochi en 2019 le tout premier sommet Russie Afrique. Ce sommet était un autre moyen pour identifier des possibilités de coopération sur le continent. Durant le sommet, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que *«le renforcement des liens avec les pays africains est l'une des priorités de la politique étrangère russe»*. Les marchés d'armes ont été au centre de l'attention lors du sommet. Les délégués africains ont été invités à des expositions d'armes russes : du train à réaction subsonique Yakovlev Yak-130, au système de missiles Pantsir et des systèmes de missiles sol-air Tor-M2KM en passant par des armes plus petites, dont un nouveau fusil d'assaut Kalachnikov de la série AK-200.



Cette exposition a montré que la Russie n'avait pas l'intention d'offrir de nouvelles technologies perturbatrices dans le domaine des armes. Bien au contraire! Le pays met l'accent sur l'amélioration des modèles qui sont les plus demandés. Ceux-ci incluent des avions, des missiles, des tanks, les systèmes de défense aérienne et l'artillerie. L'Algérie, par exemple, a acheté, à elle seule, auprès de la Russie 200 types d'avions entre 2000 et 2019. Ils vont d'hélicoptères de transport aux hélicoptères de combat en passant par les avions de bombardement et de chasse au sol. Divers modèles de missiles sol-air qui détruisent les avions et d'autres missiles ont été commandés (beaucoup de commandes entre 2000 et 2019) par l'Algérie, le Burkina Faso, l'Égypte (plusieurs commandes), l'Éthiopie, la Libye et le Maroc. L'Algérie a aussi commandé des tanks (plus de 500 au total), comme l'a fait l'Ouganda (67 unités).

Silence sur les armes moins chères

Dans les documents de stratégie disponibles en Russie, tout comme son concept de politique étrangère ou encore sa doctrine de défense, les pays africains sont considérés comme appartenant à un continent instable représentant une menace internationale, à la lumière des activités des groupes terroristes, en particulier dans la région de l'Afrique du Nord. De tels documents mettent en lumière les ambitions de la Russie à étendre son interaction avec l'Afrique en développant des relations commerciales et économiques bénéfiques et en soutenant la prévention des conflits et des crises régionales. Cette instabilité nourrit un sempiternel marché d'armes – et pour la Russie, l'Afrique représente un marché majeur sans limites suite aux sanctions économiques venues de l'Occident après l'annexion de la Crimée. L'Afrique est le continent où la Russie peut librement pousser l'un des éléments clés de ses exportations: les armes. Le commerce des armes compte pour 39% des revenus de l'industrie de la défense russe. *« Les armes russes sont de bonne qualité, cela est universellement reconnu. Les armes russes sont aussi moins chères. Il n'y a aucune raison que les pays africains ne veuillent pas les acheter»*, fait savoir Irina Filatova, professeur d'histoire à l'École supérieure d'économie de Moscou et professeur émérite de l'Université du KwaZulu-Natal, spécialiste de l'histoire et des relations russo-africaines.

Accords sans aucune condition politique

En comparaison avec d'autres grands acteurs, les accords d'armement avec la Russie n'exigent pas de conditions politiques ou celles relatives aux droits de l'Homme. Dans certains cas, la Russie comble le vide laissé par les fournisseurs européens et américains. Par exemple, en 2014, les forces de l'ordre nigérianes ont été accusées de violations des droits humains contre des suspects dans la lutte contre Boko Haram.

Par la suite, les États-Unis ont annulé une livraison d'hélicoptères d'attaque, alors que l'accord avait déjà été signé. La même année, le Nigéria a passé une commande et a reçu six hélicoptères de combat Mi-35M de Russie.

L'Égypte présente un cas similaire. Après le coup d'Etat de 2013, les États-Unis ont commencé à couper dans l'aide militaire et les livraisons d'armes au pays. Ceci a donné une opportunité à la Russie (avec la France, un autre grand exportateur d'armes); le pays a rapidement intensifié ses transferts d'armes vers l'Égypte. De 2009 à 2018, la Russie représentait 31% des importations d'armes majeures de l'Égypte.

Selon Mme Kuimova, les commerces d'armes se font généralement vite. Si un pays a besoin d'armes immédiatement et que la Russie en dispose, la Russie pourra les lui fournir. Ce qui joue aussi en faveur de la Russie est le manque de pression de la

société civile russe pour suivre les ventes d'armes. L'industrie de la défense russe est secrète; la loi n'oblige pas les entreprises à publier les exportations d'armes, et généralement ces informations sont classées secret défense. Un manque general de données et de transparence a créé une situation dans laquelle les groupes de société civile sur le commerce d'armes n'existent simplement pas.



Moscou bientôt déboulonné par Pékin ?

Pour l'instant, la Russie semble être en sécurité sur ses marchés d'armes en Afrique. Cependant, les experts voient le potentiel de la Chine à devenir un acteur plus important dans la fourniture d'armes en Afrique. Actuellement, la Chine représente 13% des exportations d'armes vers le continent.

« La Chine a amélioré la qualité et la quantité de ce qu'elle vend. Elle fait également de la rétro-ingénierie d'armes russes. Depuis 2014, la Russie partage des technologies militaires sensibles

dans le cadre de ses liens croissants avec la Chine», affirme M. Stronski. Mme Kuimova ajoute qu'aujourd'hui la Chine peut produire et offrir toutes sortes d'armes.

« La Chine devient crescendo un exportateur d'armes et montre des schémas similaires à ceux de la Russie en donnant des armes avec moins de conditions politiques », explique-t-elle.

Selon la chercheuse Irina Filatova, la Chine ne représente cependant pas une menace aux armes russes en Afrique. Pour elle, les principaux concurrents des armes resteront les mêmes: les États-Unis et la France.

Elle considère que l'intérêt de la Chine est guidé par l'économie et affirme que *«la compétition avec la Russie est déjà perdue»*- parce que sur le plan économique, la Russie n'est pas capable d'offrir ce que peut la Chine.

Moscou se concentre plutôt sur l'exportation de ressources naturelles et le verrouillage des marchés d'armes. Pour les importateurs d'armes, le passage à d'autres fournisseurs est coûteux. Il est donc fort probable que la Russie puisse garantir, sur le long terme, de nouveaux accords avec ses acheteurs d'armes.



❖ Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu : 2020-2021

Umar Serajuddin et Nada Hamadeh - 01/07/2020

La Banque mondiale répartit les économies du monde en quatre groupes : faible revenu, revenu intermédiaire de la tranche inférieure, revenu intermédiaire de la tranche supérieure et revenu élevé. Cette classification est actualisée chaque année le 1er juillet. Elle repose sur le RNB par habitant de l'année précédente (2019 dans le cas présent) en dollars courants, selon la méthode dite « de l'Atlas » pour le lissage des fluctuations de taux de change.

Deux facteurs déterminent l'évolution de la classification des pays :

1. le RNB par habitant, qui évolue en fonction de la croissance du revenu du pays concerné, de l'inflation, des taux de change et de la démographie, sachant en outre qu'il peut aussi changer à la suite des révisions apportées aux données et aux méthodes de comptabilité nationale ;
2. pour que les seuils de classification des revenus restent fixes en termes réels, ils sont ajustés chaque année en fonction de l'inflation. Nous utilisons pour cela le déflateur du droit de tirage spécial (DTS), qui est une moyenne pondérée des déflateurs du PIB de la Chine, du Japon, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la zone euro. Les nouveaux seuils (à comparer au RNB par habitant en USD courants, méthode Atlas) sont indiqués ci-dessous.

Groupe	1er juillet 2020	1er juillet 2019
Faible revenu		
Revenu intermédiaire/tranche inférieure	1 036 - 4 045	1 026 - 3 995
Revenu intermédiaire/tranche supérieure	4 046 - 12 535	3 996 - 12 375
Revenu élevé	> 12 535	> 12 375

Ce qui a changé

Le tableau ci-dessous indique les dix économies qui changent de catégorie cette année. Il convient de rappeler que la classification effectuée par la Banque mondiale se fonde sur le RNB de l'année précédente (2019 dans le cas présent). Par conséquent, les chiffres du RNB utilisés pour cette actualisation ne reflètent pas encore l'impact de la pandémie de COVID-19.

Pays passant dans une catégorie de revenu supérieure				
Pays	Catégorie actuelle	Catégorie précédente	RNB/habitant/\$ (2019) au 1 ^{er} juillet 2020	RNB/habitant/\$ (2018) au 1 ^{er} juillet 2019
Bénin	Intermédiaire inférieure	Faible	1 250	870
Indonésie	Intermédiaire supérieure	Intermédiaire inférieure	4 050	3 840
Maurice	Élevé	Intermédiaire supérieure	12 740	12 050
Nauru	Élevé	Intermédiaire supérieure	14 230	11 240
Népal	Intermédiaire inférieure	Faible	1 090	960
Roumanie	Élevé	Intermédiaire supérieure	12 630	11 290
Tanzanie	Intermédiaire inférieure	Faible	1 080	1 020
Pays passant dans une catégorie de revenu inférieure				
Algérie	Intermédiaire inférieure	Intermédiaire supérieure	3 970	4 060
Soudan	Faible	Intermédiaire inférieure	590	1 560
Sri Lanka	Intermédiaire inférieure	Intermédiaire supérieure	4 020	4 060

Les révisions des comptes nationaux ont joué un rôle important dans l'actualisation à la hausse concernant le Bénin, Nauru et la Tanzanie. Pour le Soudan, la valeur du RNB sur la période 2009-2018 a été adaptée à la suite des révisions des taux de change. Le chiffre du RNB par habitant pour 2018 a été révisé à la baisse ; il s'établit à 840 dollars au lieu de 1 560 dollars (chiffre publié précédemment et figurant dans le tableau). L'Algérie, l'Indonésie, Maurice, le Népal, le Sri Lanka et la Roumanie étaient très proches de leurs seuils respectifs l'année dernière.

❖ Sahel - France

Peer de Jong - 18 juillet 2020 - Le point.fr

Dans le titre d'un article récent du Point « Mais où va la France au Sahel », l'auteur s'interroge sur l'efficacité de l'opération française Barkhane en place au Mali depuis 2014. La France serait-elle donc ensablée dans les immensités désertiques du Sahel ? Si la question mérite d'être posée, on retrouve là une inquiétude non seulement sur la légitimité de notre engagement en Afrique, mais aussi sur l'efficacité de notre lutte contre le terrorisme.

Sous la menace de groupes appartenant à la nébuleuse terroriste, l'opération Serval de 2012 a sauvé le Mali de la désagrégation. Que serait devenu le Mali sans cette intervention française à la demande expresse des autorités maliennes et sahéniennes ? La pérennité de cette menace, même si elle a évolué, justifie pleinement la présence protectrice de l'opération Barkhane dans la continuité de Serval. Centrée sur le nord-est du Mali et dirigée à partir de N'Djamena au Tchad, l'opération Barkhane d'un effectif somme toute assez limité, de 5 100 hommes, stabilise une des parties du pays la plus en tension. Cela fait sept ans maintenant.

La France, puissance majeure, ne pourrait pas soutenir cet effort dans le temps ?

La zone d'action de Barkhane est immense, mais elle reste limitée à la région est du Mali avec un nombre significatif de soldats basé au Tchad. Barkhane, on l'a compris, n'a pas vocation à agir sur l'ensemble des pays du G5 Sahel qui regroupe depuis 2014, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Impossible de se disperser sur de telles surfaces et sur de telles distances. Barkhane choisit en conséquence ses objectifs caractérisés par leur importance. On ne peut donc pas reprocher à la France de ne pouvoir contrôler l'ensemble du Sahel. C'est en dehors de sa responsabilité. L'efficacité de Barkhane est reconnue. Notre armée, particulièrement affûtée et adaptée, obtient de très bons résultats comme durant ce mois de juin 2020 avec l'élimination d'Aldemalek Droukdel. Ces succès récurrents sont obtenus grâce aux moyens technologiques américains et français, mais aussi grâce au soutien de la population. Cette efficacité, tant du point de vue opérationnel qu'en termes de présence, permet d'ailleurs de douter de la spontanéité des manifestations anti-françaises qui se sont tenues au cours de l'hiver dernier devant des ambassades françaises de Ouagadougou, Niamey et Bamako.

Il faut également casser le mythe de la solitude française dans le Sahel. Non seulement les forces américaines nous soutiennent et participent au combat mais en plus, l'ONU déploie la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) depuis 2013. Répartie sur l'ensemble du Mali, la MINUSMA, avec ses 14 000 soldats de la paix, stabilise à minima ses zones de responsabilité. Parallèlement à cet engagement international, les États sahéliens ne sont pas restés immobiles puisque depuis 2017, la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) monte en puissance. La FC-G5S, dont l'état-major est basé à Bamako, rassemble un effectif de 5 000 hommes répartis en sept bataillons positionnés sur trois fuseaux (ouest, centre et est). Orientées historiquement vers la sécurité intérieure et souvent sédentaires, ces armées se transforment pour être à même de mener des actions antiterroristes indispensables. C'est d'autant plus nécessaire que les GAT (groupes armés terroristes) modifient en permanence leurs modes d'actions importés de Libye et de Syrie. Certains pays comme la Mauritanie et le Tchad ont d'ores et déjà effectué les réformes nécessaires. Les trois autres pays du G5, en décalage dans les transformations, ont connu fin 2019-début 2020 une période difficile

pour s'adapter aux nouveaux modes d'action ennemis. Ces armées valeureuses réagissent évidemment comme au Burkina Faso avec la reprise des villes de Tanwalboulgou et d'Oursi ou au Tchad en mars dernier dans la région de lac Tchad.

Une deuxième raison milite en faveur d'une présence française : l'Europe et la France sont menacées, l'Afrique l'est aussi. Nous avons ainsi des intérêts communs et une vision convergente avec nos alliés du Sahel. L'interconnexion entre l'Afrique de l'Ouest, le Maghreb et l'Europe est évidente. La géographie commande. Sommes-nous prêts à accepter l'apparition de califats aux intérêts multiples, mêlant islamisme terroriste et grand banditisme, aux portes de l'Europe ?

Dans cette voie, la France parraine la montée en puissance des armées sahéliennes. Elle encourage toutes les initiatives du G5 Sahel comme la création du Collège de défense basé à Nouakchott, le CSAMAP (Centre sahélien d'analyse de la menace et d'alerte précoce) à Ouagadougou, le Collège sahélien de sécurité à Bamako. La France met aussi son dispositif de formateurs issus des EFS (Éléments français du Sénégal), des ENVR (École nationale à vocation régionale), mais aussi ses cadres coopérants à disposition des pays du Sahel. La France a ainsi formé un volume proche des 10 000 soldats. Enfin, depuis le sommet de Pau en janvier de cette année, la France anime le Mécanisme de commandement conjoints (MCC) qui vise à faciliter les opérations conjointes comme les opérations Monclar et Sama fin 2019 au Mali.

L'Europe est ainsi attendue dans plusieurs domaines qui sont le financement de la montée en puissance des forces de sécurité sahéliennes (200 millions d'euros en 2020) mais aussi dans les missions de formation avec l'EUTM (European Union Training Mission). Le Conseil de l'Union Européenne a décidé le 23 mars 2020 de prolonger le mandat de l'EUTM jusqu'au 18 mai 2024. En outre, le Conseil a autorisé l'extension de la zone d'opérations afin de fournir un accompagnement et une assistance militaire à l'ensemble des pays du G5 Sahel dès décembre 2020, en priorité au Burkina Faso et au Niger. L'EUTM mobilise un soutien croissant de la part des Européens dont l'Espagne et l'Allemagne. Enfin en bilatéral, la force Takuba se met en place depuis cet été avec sept partenaires européens. Placée sous le commandement de l'opération Barkhane, Takuba devra assurer des missions de conseil, d'assistance et d'accompagnement.

Agissant principalement dans le Liptako Gourma (région des 3 frontières), il s'agira de former, d'encadrer les forces armées maliennes (FAMA) et de les accompagner au combat jusqu'à ce qu'elles puissent pleinement assurer, de manière autonome, le contrôle de la région.

Les échéances de déploiement sont de court terme puisque depuis juillet 2020, un état-major assure la montée en puissance de la force. Les premiers éléments de Takuba peuvent être engagés en opération dès maintenant dont un task group franco-tchèque d'ici quelques semaines.

La fin de l'année devrait voir la contribution accrue de différents pays comme le Portugal avec 50 soldats des forces spéciales, l'Italie avec 200 hommes et des hélicoptères de manœuvre. Enfin, en 2021, la Suède déploiera un détachement de 150 soldats appuyés par un avion tactique et trois hélicoptères de manœuvre à Ansongo.

En plus de Takuba, les Européens marquent leur engagement en intégrant trois détachements au sein de Barkhane à Gao depuis mi 2018, à savoir 90 soldats d'infanterie (et leurs blindés) Estoniens, une centaine de Britanniques en soutien du détachement de 3 hélicoptères de transport lourd, et enfin 70 soldats danois assurent un appui avec 2 hélicoptères de transport Merlin, depuis décembre 2019.

Le reproche fait à la France de ne pas « lâcher la moindre manette » ne tient pas. Toute coalition militaire a évidemment une nation cadre particulièrement quand le pays est le premier entrant. La France connaît la région, elle y est active à différents niveaux depuis sept ans. Il tombe sous le sens que la France doit demeurer la nation cadre de

cette opération d'autant qu'elle en possède les capacités (personnel, états-majors performants, C4ISR[1]). C'est la règle dans tout conflit.

Le sommet de Pau a clairement redonné l'initiative à la coalition menée par la France. Des opérations se planifient, Takuba monte en puissance et les moyens comme des drones arrivent en nombre.

Mais conjointement à cet effort militaire, l'Europe, la France et les pays du G5 Sahel multiplient les opérations de développement indispensables pour « conquérir les cœurs ».

L'objectif n'est plus seulement de détruire un ennemi aux mécanismes et aux modes d'action de moins en moins rudimentaires mais bien de favoriser l'émergence d'un environnement qui lui soit hostile.

L'Alliance Sahel, la Coordination Sahel tout comme l'Agence Française de Développement (AFD) lancent des programmes majeurs de développement dans la région. On compte en milliards d'euros. Conjointement à ces programmes lourds, l'Europe, la France et le G5 Sahel financent des programmes dits de « développement de proximité » qui visent à la satisfaction immédiate de besoins vitaux comme l'accès à l'eau et aux soins.

Ces « unités de protection civile de proximité », comme les appelle Maman Sambo Sidikou, le Secrétaire exécutif du G5 Sahel, auront pour vocation d'assurer la permanence du régalien aux confins des États.

La France doit-elle rester engagée dans le Sahel ? Je tiens à rassurer le rédacteur de l'article du Point. La France n'a pas vocation à s'éterniser dans les pays du G5

Sahel. Mais elle restera tant que ses partenaires africains lui en feront la demande. C'était un des objets de la réunion de Pau en janvier de cette année. La France, l'Europe et bien sûr tous leurs partenaires mettent les bouchées doubles pour accélérer le processus de stabilisation, donc de retour à la paix.

Nul doute que les solutions politiques seront trouvées. La France est grande une fois de plus par son engagement au profit des États sahéliens. Elle s'honore par les sacrifices consentis par ses forces armées et ses soldats. Nous pouvons en être fiers.

[1] Fonctions de commandement des états-majors : Computerized Command, Control and Communications. ISR pour Intelligence (renseignement), Surveillance et Reconnaissance.



II - REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

❖ Somalie – Chine

French/china.org.cn - 06 juillet 2020

Le président somalien Mohamed Farmajo s'est entretenu avec l'ambassadeur de Chine en Somalie, Qin Jian, avec qui il a notamment discuté du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des deux pays. Au cours de la réunion, qui a eu lieu dans le bureau du président, les deux parties ont souligné l'importance de renforcer les relations historiques qui lient les deux pays et les deux peuples. M. Farmajo a salué le soutien de la Chine à l'unité et à la souveraineté de la Somalie, et a garanti en retour que la Somalie respecterait toujours la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. "Les deux parties ont souligné leur détermination commune à respecter leur souveraineté et leur intégrité territoriale réciproque", a indiqué M. Farmajo dans un communiqué publié samedi soir. Mogadiscio respecte le principe politique d'une seule Chine, a souligné le dirigeant somalien. Au cours de la réunion, M. Qin a quant à lui réaffirmé la détermination du gouvernement chinois à respecter la souveraineté et l'unité de la Somalie.

Les deux pays sont liés par une amitié de longue date, et la Somalie a été le premier pays d'Afrique de l'Est à établir des relations diplomatiques avec la Chine.

❖ Afrique - Chine

Eric Olander, Rédacteur en chef du "China Africa Project" – 08 juillet 2020

Il faut oublier les théories sur la colonisation économique. Le moteur de Pékin en Afrique est avant tout politique, assure l'analyste Eric Olander, de China Africa Project.

Alors que la valeur de l'Afrique pour le monde extérieur a toujours été largement définie en termes économiques – en tant que lieu d'extraction des ressources et en tant que consommateur de marchandises – la Chine est en train de changer cette équation. Car en fait, l'Afrique n'est pas si importante pour la Chine sur le plan économique : les 54 pays africains réunis représentent moins de 4 % de la balance commerciale mondiale de la Chine, qui s'élève à plus de 4 000 milliards de dollars, et Pékin reste loin derrière les États-Unis, la France et d'autres pays en termes d'IDE.

Je sais que c'est contre-intuitif. 99 % des personnes qui vous parleront des Chinois en Afrique entameront la conversation en évoquant l'appétit de Pékin pour les ressources naturelles du continent ou les ambitions du géant de noyer les États avec des prêts insoutenables.

Il est vrai que la Chine représente environ 70 % de toutes les exportations africaines. Mais la plupart de ces ressources, que ce soit le pétrole, le bois ou les minéraux, peut désormais être obtenu auprès de dizaines d'autres fournisseurs, le long des nouvelles routes de la soie. Prenez le pétrole, par exemple. L'ancien ambassadeur des États-Unis et célèbre spécialiste de la relation Chine-Afrique, David Shinn, a fait remarquer qu'en 2008, 30 % du pétrole importé par la Chine avait été produit en Afrique. En 2018, ce chiffre était tombé à seulement 18 %. Et comme les Chinois deviennent de plus en plus dépendants du pétrole saoudien et irakien, leur dépendance vis-à-vis des fournisseurs africains continuera à diminuer. Et qu'en est-il de tous ces prêts, dont nous avons parlé de manière si détaillée ces derniers mois ? Bien sûr, c'est beaucoup d'argent... mais pas vraiment. N'oubliez pas que nous parlons d'environ 154 milliards de dollars de prêts en cours en Afrique, octroyés par une économie chinoise d'une valeur d'environ 13 billions de dollars. Ne vous méprenez pas, ces prêts sont importants pour les Chinois. Mais si les Africains ne peuvent pas ou ne veulent pas les rembourser, cela ne causera pas un tremblement de terre pour la Chine.

Les nouvelles priorités de la Chine en Afrique sont de plus en plus politiques et non pas économiques. Le fait que 25 pays africains aient signé la déclaration du Conseil des droits de l'homme des Nations unies soutenant la position de la Chine sur l'introduction d'une nouvelle loi sur la sécurité nationale à Hong Kong permet de mieux comprendre les priorités actuelles de Pékin. Voyez comment la Chine mobilise les pays africains pour soutenir ses politiques controversées au Xinjiang, à Taiwan, au Tibet, dans la mer de Chine méridionale et, maintenant, à Hong Kong. Ou encore, le fait que les pays africains sont très à l'aise pour passer outre l'avis des États-Unis quand il s'agit de Huawei. Ou encore, le fait que les blocs de vote africains soutiennent les candidats chinois à la direction des agences de l'ONU.

Oubliez les produits de base que les Chinois peuvent pratiquement acheter n'importe où. Pékin s'intéresse de plus en plus aux votes africains qui renforcent sa position mondiale et soutiennent des intérêts stratégiques fondamentaux dans son affrontement de plus en plus acerbe avec les États-Unis, l'Europe et d'autres pays. La question la plus urgente est maintenant de savoir si les parties prenantes africaines sont pleinement conscientes du fait que leur capital politique vaut en fait bien plus aux yeux des Chinois que toutes les matières premières qu'ils leur ont vendues au cours des deux dernières décennies ?

❖ Tanzanie - Chine

french.china.org.cn - 13/07/2020

Les grands navires du monde entier pourront bientôt jeter l'ancre dans le plus grand port de Tanzanie, celui de Dar es Salam, grâce aux travaux de modernisation entrepris par la China Harbour Engineering Company (CHEC). En juillet 2017, le président tanzanien John Magufuli a officiellement lancé le projet de modernisation du plus grand port de ce pays d'Afrique de l'Est, qui comprend principalement la modernisation de sept postes d'amarrage existants et la construction d'un nouveau. La modernisation permettra l'accostage de grands navires d'une capacité de charge allant jusqu'à 70.000 tonnes, alors qu'actuellement le port n'est en mesure d'accueillir que ceux d'une capacité inférieure à 30.000 tonnes, a déclaré Wallace Rugalema, ingénieur de chantier pour la CHEC, qui attend beaucoup du projet en cours.

"La modernisation du port de Dar es Salam par le CHEC va certainement augmenter la capacité de traitement des marchandises du monde entier", a dit M. Rugalema, ajoutant que ce projet va permettre une augmentation de la profondeur du mouillage et renforcera le chantier naval du port. Le rapport de faisabilité du projet a montré que la capacité de traitement des marchandises du port sera portée à environ 17,65 millions de tonnes par an à l'issue des travaux, soit une augmentation de 26% par rapport à la capacité actuelle.

L'année dernière, le ministre tanzanien des Affaires étrangères Palamagamba Kabudi a affirmé que l'expansion du port de Dar es Salam est un exemple éclatant de la participation de la Tanzanie à l'Initiative la Ceinture et la Route (ICR) proposée par la Chine, ajoutant que le pays s'est engagé à libérer le potentiel des réseaux de production et des chaînes de valeur interconnectées inscrits dans l'ICR. Selon l'autorité portuaire de Tanzanie (TPA), le port de Dar es Salam traite environ 95% du commerce international du pays et dessert les nations voisines enclavées telles que le Malawi, la Zambie, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda.

Le port est stratégiquement placé pour servir de liaison de fret pratique non seulement vers et depuis les pays d'Afrique Centrale et Orientale, mais aussi vers le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient, l'Europe, l'Océanie et les Amériques, a indiqué la TPA.

Pour les employés tanzaniens sur le site du projet, la modernisation de la plus grande partie de leur pays est une occasion de mettre à

jour leurs propres compétences. M. Rugalema a souligné que les ingénieurs et les stagiaires tanzaniens travaillant sur le projet bénéficient du savoir-faire technique fourni par leurs collègues chinois. Edwine Christopher, le responsable des ressources humaines de la CHEC, a noté que le projet, achevé à 80%, a fourni des emplois à 900 Tanzaniens.

❖ Nigéria

Akinola Olojo – ISS – 15/07/2020

New insights into how communities resist Boko Haram Two north-eastern Nigerian states show the ambiguous interplay between risk factors and violent extremism.

Communities affected by violent extremism are frequently considered to have risk factors linked to socio-economic deprivation, bad governance and religious radicalisation. These factors prevail across the whole of northern Nigeria, and in the north-eastern Bauchi and Gombe states. However, despite Boko Haram's factions being active in this zone, Bauchi and Gombe haven't experienced the levels of violent extremism that other states in the same area have in the past decade. Field research conducted by the Institute for Security Studies (ISS) examined the factors that have helped Bauchi and Gombe resist Boko Haram.

Although religion is exploited by Boko Haram, the group's doctrines take on their 'rationality' from the wider socio-economic context where the mismanagement of limited resources by a ruling class is conducive to a crisis.



At the time of Boko Haram's resurgence in 2010, Bauchi was among the top 10 Nigerian states in absolute poverty and Gombe was the third poorest state in the country in terms of absolute poverty. From 2012 onward, some Boko Haram attacks occurred in Bauchi and Gombe. Banks and police stations were attacked and a limited presence of extremists was reported in the forests of Darazo, Ningi and Ganjuwa local government areas of Bauchi. In Gombe, the group attacked a prison, police stations and places of worship. Localities such as Nafada, Akko and Funakaye were affected. Risk factors exist in both states, but triggered only limited problems.

Bauchi and Gombe states in north-eastern Nigeria

The ISS study identified four factors that enabled resilience to Boko Haram in Bauchi and Gombe. First, a combination of geography and ethnicity help explain the limited spread of the crisis in the two states. They share borders with the three states worst hit by extremism – Adamawa, Borno and Yobe. However, Bauchi and Gombe aren't geographically close enough to experience the full spectrum of violence carried out by insurgents traversing Nigeria's borders with Cameroon, Chad and Niger.



For years Boko Haram has taken advantage of various informal points of exit from Nigeria into neighbouring countries and vice versa. In Bauchi and Gombe, they don't have such escape routes. They may use temporary hideouts in parts of the Sambisa Forest that extend to Bauchi. However, the sanctuary that Sambisa offers closer to Borno is more conducive to the group's attack-and-retreat tactics. Furthermore the major ethnic group from which Boko Haram has drawn members is the Kanuri. They're mainly based in Borno, with very few in Bauchi and Gombe. Although most Kanuris oppose Boko Haram, the group could still exploit their language, religion and territory.

The Kanuri heartland thus provided the space and local networks, fishing unions, market groups and farming communities for Boko Haram's recruitment and mobilisation.

A second factor relates to traditional leaders in Bauchi and Gombe. In addition to the formal state structure, both states – like most in northern Nigeria – have an emirate comprising districts, wards and villages. Traditional leaders endorse community policing organised by vigilante and hunter groups, while district, ward and village heads oversee security in their respective spheres of influence.

The Yamaltu Security Committee for example was formed in the Yamaltu-Deba locality in Gombe, supported by the local government area chairperson and the traditional leadership. Similar committees were formed in Funakaye where residents experienced a Boko Haram attack. Traditional leaders also organised periodic ethnic group meetings where informants were nominated to oversee strategic locations in communities. Religious leaders and organisations constitute a third factor. In a struggle where winning hearts and minds is paramount, the involvement of community actors familiar with the doctrinal elements required to deconstruct a terror group's ideology is crucial.

Mass rejection of Boko Haram owes something to the involvement of Islamic clerics who have spoken out against the group. A repercussion of this was the assassination of clerics across northern Nigeria between 2010 and 2013. In Bauchi, Sheikh Dahiru Usman Bauchi, a prominent Tijaniyya (Sufi brotherhood) scholar, publicly discredited Boko Haram and escaped multiple attacks by the group.

Sensitisation efforts by organisations such as Jama'atu Izalatu Bid'ah Wa Ikamatu Sunna (JIBWIS) and Jama'atu Nasrul Islam were also helpful. JIBWIS embarked on a ward-to-ward proselytisation of counter-narratives. Vigilante groups are a fourth factor. In Gombe, police-vigilante collaboration was effective especially in the 2014-15 period when Boko Haram's activities peaked. Vigilante groups such as Yan Banga helped identify Boko Haram members in local government areas such as Kwami and Dukku, where an attack occurred in early 2015.

Other community groups that have defended residents include local hunters referred to as Yan Baka. Following an attack by Boko Haram in the Katagum locality in Bauchi, youth groups emerged in self-defence against insurgents. Community members mobilised through vigilante groups and worked with security agencies, reporting suspicious people and sharing valuable information. There are discernible policy lessons from the Bauchi and Gombe contexts. However, while both states challenge the usual theories linking risk factors and violent extremism, they remain susceptible to risk factors. Levels of structural violence still exist in both states, together with intolerance and discrimination expressed along ethno-religious lines. State governments, in coordination with local administrations, must stimulate dormant sectors like agriculture while targeting the youth demographic.

Traditional institutions are an indispensable part of a society's resilience framework. Their historical origins enable them to convey the depth of legitimacy communities need to be able to mobilise. These institutions, along with district, ward and village authorities, should strengthen existing coordination in communities. The ideological component of terrorism is as much a threat as the violence it inspires. Religious leaders and organisations should continue to provide counter-messages against the ideology of Boko Haram and its factions.

The unconventional nature of the struggle against terror groups can benefit from the contribution of community-based groups, such as vigilante organisations. However, these organisations need clearly defined roles within a rule of law framework that enables them to complement state security agencies where relevant.

❖ Kenya

24 juillet 2020

Renforcer la sûreté maritime et favoriser l'économie bleue au Kenya

Une feuille de route ambitieuse pour l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de sûreté maritime pour le Kenya a été adoptée, à l'issue d'une réunion virtuelle qui s'est tenue le 21 juillet à l'invitation de l'OMI.

Lorsqu'elle sera en place, la stratégie se traduira par de nouvelles possibilités de développement socio-économique, puisqu'elle favorisera la promotion de l'économie bleue et fournira un environnement opérationnel sûr pour les transports maritimes internationaux.

La réunion a rassemblé 16 participants provenant de tous les ministères et agences kényans concernés. Ils ont discuté de la meilleure façon d'élaborer la stratégie et de mettre en place un comité national de sécurité maritime, avec le soutien technique de l'OMI.

Les participants ont reconnu la nécessité d'une approche globale, notant que la réponse aux menaces nationales pour la sécurité maritime doit être multidimensionnelle.

La mise en place d'une stratégie nationale est conforme aux obligations du Kenya en vertu de l'article trois de l'Amendement de Djeddah au Code de conduite de Djibouti.

Cette démarche s'inscrit également dans la lignée du chapitre XI-2 de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS) et d'autres instruments de l'OMI.

La séance a été ouverte par Nancy Karigithu, secrétaire principale du département d'État à la marine marchande et aux affaires maritimes, qui a souligné les nouvelles possibilités qu'une stratégie nationale de sécurité maritime pourrait présenter pour le Kenya.



❖ RDC – Etats-Unis

août 2020

Les USA reprennent la coopération militaire avec la RDC

La coopération portera sur la formation des officiers congolais par l'armée américaine. Les États-Unis pourraient aussi relancer la question de l'installation en RDC de la base de l'Africom.

Le gouvernement des États-Unis vient de relancer sa coopération avec la République démocratique du Congo, après quelques années de relations tendues avec le régime de l'ex-président Joseph Kabila. Ce dernier s'opposait à la demande de l'armée américaine d'installer dans le pays la base du commandement militaire américain pour l'Afrique, l'Africom. Mais avec le président Felix Tshisekedi, les relations entre les deux pays se sont réchauffées. Aujourd'hui, la relance de la coopération militaire se traduira par la formation d'officiers congolais aux États-Unis. Le député Mohamed Bule, ex-vice-ministre de la Défense, général de l'armée en retraite et ancien rapporteur de la Commission défense et sécurité à l'Assemblée nationale, pense ainsi que Washington pourrait relancer la question de la base de l'Africom. Parce que dit-il *"ce sont les États-Unis qui avaient demandé l'installation du quartier général de l'Africom dans notre pays. Il appartient donc aux États-Unis de profiter de cette reprise de la coopération militaire pour relancer cette question."*

Dans sa lettre au président Félix Tshisekedi, le lieutenant-général James Vechery, commandant en second de l'Africom, l'a félicité pour le statut de niveau 2 qu'occupe désormais la République démocratique du Congo dans le rapport annuel des États-Unis sur la traite des personnes. Les États-Unis reconnaissent donc les efforts du gouvernement congolais dans la lutte contre la traite des êtres humains. Une éventualité qui, selon Trésor Kibangula, analyste du Groupe d'étude sur le Congo (GEC) était totalement exclue il y a trois ans.

Il explique *«le pays se trouvait depuis 2017 au niveau 3 de la liste du rapport sur la traite des personnes qui identifie chaque année des États dont les forces armées, de sécurité ou de police recourent aux enfants soldats ou soutiennent des groupes qui participent au recrutement d'enfants soldats. Les États-Unis prennent en compte aussi ici les efforts de l'État congolais de poursuivre des officiers militaires soupçonnés de crimes sexuels»*, affirme l'analyste du Groupe d'étude sur le Congo.

Signalons que des troupes de l'Africom sont engagées dans des opérations contre les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du seigneur, la LRA, dans le nord-est de la République démocratique du Congo.

❖ Afrique – Russie

10 août 2020 - Anadolu

Russia is planning to step up its military cooperation with African countries as part of its new Africa strategy, including building bases in six countries, Germany daily Bild reported Tuesday, citing a secret German Foreign Ministry report. The classified document on what it calls "Russia's new Africa ambitions" says Russian President Vladimir Putin had made "Africa a top priority." An important aspect of Russia's advance in Africa is military cooperation with some of the continent's dictatorial regimes, it said.

"Since 2015, Russia has concluded military cooperation agreements with 21 countries in Africa," according to the leaked document. Previously, there were only four military cooperation treaties across the entire continent, it added. Furthermore, it said, the Kremlin was "contractually assured" it would "be allowed to build military bases in six countries," namely the Central African Republic, Egypt, Eritrea, Madagascar, Mozambique, and Sudan.

Moreover, Russia's army is partially secretly and partially officially training soldiers from those countries, according to the report. For example, 180 Russian army instructors are based in the Central African Republic or elsewhere in Africa, said the report. "Around 20 Malian soldiers are trained in Russia every year," it added.

But Russia is not only aiming for a permanent deployment of its troops in Africa but it also increasingly relying on private armies or proxy groups like the Wagner Group — infamous for supporting warlord Khalifa Haftar in Libya — said the report. Ministry experts labelled the group a Russian "hybrid instrument to exert political, economic, and military influence."

Kremlin mercenaries could also be deployed to help stabilise dictatorial African regimes, it said. The capabilities of Russia's armed forces and mercenaries are "of great interest for autocratic regimes in possible use against their own people," the report added. Meanwhile, Russia is already a major arms supplier to the African continent. With a market share of 37.6%, Russia is the top weapons supplier to Africa, followed by the US with 16%, France with 14%, and China with 9%. Algeria reportedly remains the biggest recipient of Russian arms in Africa, followed by Egypt, Sudan, and Angola.

❖ Mozambique

Le Monde avec AFP – 12 août 2020

Une sanglante insurrection djihadiste entrave, depuis 2017, le développement de l'exploitation de réserves de gaz offshore dans la région de Cabo Delgado.

Des djihadistes se sont emparés, mercredi 12 août, de Mocimboa da Praia, une ville portuaire dans le nord du Mozambique riche en gaz, selon le site d'information local *Moz24Horas*, ce qu'a confirmé une source militaire à l'Agence France-Presse (AFP). Utilisant un lance-roquettes, les djihadistes ont touché un bateau dans le port, selon la source militaire qui a reconnu que « *la situation est compliquée* ». Les Forces de défense du Mozambique (FDS) ont confirmé dans la soirée que des « *terroristes* » avaient lancé la semaine dernière des « *attaques coordonnées* » contre plusieurs villages proches du port pour tenter d'occuper la ville. « *En ce moment, des opérations sont en cours pour neutraliser les terroristes qui utilisent les populations de ces régions comme boucliers* », ont indiqué les FDS dans un communiqué. Le port de Mocimboa da Praia, situé dans la province de Cabo Delgado, se trouve à environ 80 km au sud de la péninsule d'Afunji qui abrite d'importantes installations pour le développement de gaz naturel liquéfié (GNL), l'un des plus gros investissements en Afrique auquel participe le groupe français Total. Le port est actuellement utilisé dans le cadre de ces activités gazières, d'où son importance dans la région.

Au moins 210 000 personnes déplacées.



Fin juin, des hommes armés avaient tué huit ouvriers d'une entreprise privée de BTP travaillant pour Total sur son projet gazier de plusieurs milliards de dollars dans la province de Cabo Delgado. Au même moment, des djihadistes avaient déjà attaqué et occupé temporairement Mocimboa da Praia. Une précédente occupation de la ville quelques mois auparavant avait provoqué un exode massif de ses habitants. Le nord du Mozambique est le théâtre depuis 2017 d'une insurrection djihadiste qui a fait un millier de morts et entravé le développement de l'exploitation de ses réserves de gaz offshore. Les attaques d'ouvriers travaillant sur les projets de développement de gaz naturel liquéfié avaient pourtant été rares jusqu'à présent. Les attaques dans cette région ont déjà fait au moins 1 300 morts, selon l'ONG The Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled) alors que l'ONU a estimé, en mai, le nombre des déplacés dus à ces attaques à, au moins, 210 000. Dans son dernier rapport publié mercredi, Acled écrit que « *les insurgés et les forces de sécurité gouvernementales se sont affrontés de manière plus ou moins constante dans la région depuis la soirée du 5 août* ». En dépit des troubles dans la région, Total a affirmé qu'il irait de l'avant avec son projet gazier de 23 milliards de dollars.

❖ Somaliland

Agence Ecofin - Romuald Nguéyap - 17 août 2020

Au Somaliland, le port de Berbera se dote d'un nouveau quai de 400 m construit par DP World, l'actionnaire majoritaire (51%). L'opérateur prévoit d'investir jusqu'à \$442 millions pour ces travaux d'agrandissement en cours, l'objectif étant de faire de Berbera le pivot de la Corne de l'Afrique.

Les travaux d'extension du port en eau profonde de Berbera, dans l'Etat autoproclamé du Somaliland, se poursuivent. Dubai Ports World, l'opérateur portuaire émirati, a annoncé l'achèvement de la construction d'un quai de 400 mètres et un agrandissement connexe. « *Nous venons de terminer un quai de 400 m et une nouvelle extension au port de Berbera, au Somaliland. Une fois opérationnel, il augmentera la capacité du terminal de 500 000 EVP par an et renforcera encore Berbera en tant que principal centre commercial régional desservant la Corne de l'Afrique* », a déclaré DP World dans un récent tweet.



En 2019, l'opérateur s'est engagé à investir jusqu'à 442 millions de dollars pour faire de Berbera une importante plaque tournante du transport maritime dans la région. Au terme de la phase 1 de l'extension, l'installation portuaire offrira un poste à quai de 1 500 mètres pouvant accueillir simultanément trois vaisseaux mères, contre 650 mètres de long actuellement. Situé sur une route maritime reliant l'Europe à l'Asie, le port de Berbera constitue théoriquement un débouché naturel de l'Éthiopie enclavée, une alternative aux ports d'Assab en Érythrée et de Djibouti. A la suite de l'accord tripartite de gestion signé en 2016 et ratifié en 2017, DP World détient 51% des parts, le Somaliland 30% tandis que l'Éthiopie détient une participation de 19%. Le gouvernement du Somaliland envisage, par ailleurs, de développer une zone économique franche de 12,2 kilomètres carrés à Greenfield à quelques kilomètres du port. Selon l'Autorité portuaire du Somaliland, la première phase de ce projet sera finalisée d'ici la fin de 2022.

❖ RDC – Nations unies

Peter Fabricius – ISS – 21 août 2020

'The Force Intervention Brigade (FIB) should not be tampered with,' the Southern African Development Community (SADC) insisted at its annual summit on Monday this week. It said this was the message it sent to United Nations (UN) Secretary-General António Guterres in response to UN Security Council proposals that the force be reconfigured. The FIB is a special component of the UN Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUSCO) – the UN's peacekeeping mission there. It has a more robust mandate than the rest of MONUSCO, to enable it to mount offensive operations against the myriad rebel groups that make the lives of those living in the eastern DRC miserable. The FIB was set up in 2013, consisting of battalions from

three SADC member states – Tanzania, South Africa and Malawi. Initially it focused on eliminating the threat posed by the Rwanda-backed M23 rebels in eastern DRC. M23 had got as far as capturing Goma, the North Kivu province capital, the year before.

The FIB defeated M23 but since then its mission and operations have drifted. It never seemed to really engage with the next rebel group on its to-do list, the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR). And then, after several skirmishes with lesser rebel groups, from 2017, the FIB came up against the Allied Democratic Forces (ADF). This rebel outfit was originally from Uganda and is supposedly now affiliated to Islamic State. It is against the ADF that the FIB has had its bloodiest battles. On 7 December 2017, 14 Tanzanian peacekeepers were killed and over 50 injured in a large ADF attack on a MONUSCO base in Beni territory, North Kivu.

On 3 September 2018 in another ADF attack in Beni, two South African troops were wounded. And then on 14 November 2018 a combined offensive by the FIB and the DRC army went badly wrong and six Malawian soldiers and one Tanzanian were killed. A further eight Malawian troops were reported wounded and several missing. This last, costly battle seems to have changed the FIB mandate, de facto though not de jure. The FIB has since played a different role, more in support of the Armed Forces of the Democratic Republic of the Congo (FARDC) than in active combat. It has been conducting joint planning, strategising and patrols and sharing intelligence with FARDC, but has left the fighting to the Congolese.

At the UN Security Council the United States (US) seems to be leading the charge to reconfigure the FIB, as part of its mission to cut peacekeeping costs. The US takes the view that after the peaceful – though few would say democratic – 2018 elections, MONUSCO should start winding down its operations. When the UN downsized MONUSCO to 16 215 troops in 2017, however, SADC objected that the 'FIB is not to be tampered with in the force reduction.' The core FIB remained largely intact though it lost some backup strength, including the effective close air support from South Africa's Rooivalk attack helicopters which were instrumental in defeating the M23.

But now, SADC officials told *ISS Today* this week, the UN Security Council wants to reconfigure the force by replacing one of its three SADC battalions with one comprising non-SADC troops. SADC objects, partly because it says it wasn't consulted.

An official recalled that the FIB had originally gone into the eastern DRC 'to rescue a situation which MONUSCO was unable or unwilling to address.' This was clearly a reference to the embarrassing fiasco when MONUSCO troops stood by helplessly as M23 took Goma. Now, this official seemed to be suggesting, the UN was effectively planning to transform the FIB into just another unit of the not very effective MONUSCO. Already in 2017, a SADC assessment mission sent to the DRC complained that MONUSCO was allowing the FIB 'to be bogged down by undertaking traditional peacekeeping roles.' And that was in a MONUSCO where the non-FIB components 'are not engaging even in defensive operations,' SADC said.

In 2013 the FIB injected dynamic new purpose into MONUSCO and raised hopes that it could help the DRC's military restore peace to the chronically violent and unstable east. But now much of that hope has faded. The labels, affiliations and perhaps objectives of the rebel groups have changed over the years but the brutal persecution of the local people seems to have worsened. 'Between January and June 2020, fighters of armed groups were responsible for the summary executions or arbitrary killings of at least 1 315 people, three times more than in the same period in 2019,' the UN

Joint Human Rights Office said about eastern DRC.

The Congo Research Group has plotted a steadily rising civilian death toll exacted by the ADF since June 2017, spiking in November 2019 when it killed about 120 people. The 2019 attack was apparently in retaliation against a big FARDC operation conducted against its bases – without FIB support. These massacres have provoked vehement civilian protests in eastern DRC, with much of the anger directed at MONUSCO for failing to curb the killings. And M23 seems to be making a comeback. If the FIB has, de facto if not de jure, lost its original mandate to aggressively go after rebel groups, why is SADC so insistent on maintaining its special SADC character? For, in effect, it seems that the FIB has become what SADC insisted it shouldn't – just another element of MONUSCO. UN sources suggest that some SADC countries in the FIB are really more worried about losing the money the UN pays them for contributing troops.

What seems to be needed here is not so much an insistence on the FIB remaining an all-SADC operation, but that it fully regains its original mission and purpose. Which was, according to UN Security Council Resolution 2098 that established the FIB, to 'carry out targeted offensive operations ... either unilaterally or jointly with the FARDC, in a robust, highly mobile and versatile manner ... [to] prevent the expansion of all armed groups, neutralize these groups, and disarm them in order to contribute to the objective of reducing the threat posed by

armed groups on state authority and civilian security in eastern DRC and to make space for stabilization activities.'

❖ Mali

Mohamed M Diatta –ISS– 24/08/20

President Ibrahim Boubacar Keïta announced his resignation on Mali's national television on Tuesday night, 18 August. Earlier that day he was detained by the army, along with his prime minister Boubou Cissé. Rumours of a mutiny that morning morphed into Keïta's resignation under duress, which amounted to a military takeover. The self-proclaimed National Committee for the Salvation of the People (CNSP) is currently holding power.

This followed weeks of demonstrations and heightened tensions over contested legislative elections against the backdrop of corruption scandals linked to military procurement and poor governance. Mali has been facing multiple crises in the form of violent extremism, local conflicts and transnational organised crime in the north and centre, which are spreading to other parts of the country. The African Union (AU), Economic Community of West African States (ECOWAS), United Nations and wider international community condemned the removal of Keïta by the army. The AU Peace and Security Council has suspended Mali from the AU until constitutional order is restored. The council also called for Keïta and other detained officials to be freed. ECOWAS suspended Mali, closed borders, imposed sanctions on the CNSP leaders and ordered them to reinstate the deposed Keïta.

The Malian case raises questions about popular protests, military takeovers and governance in Africa, where there's been an increase in popular uprisings in the past decade or so. The height of these were the Arab Spring events, followed by those in Burkina Faso in 2014 that brought down former president Blaise Compaoré. Last year was another reminder of how regimes can be changed through street demonstrations and military intervention. Months of sustained uprisings in Algeria and Sudan led to the removal of 30-year incumbents Abdelaziz Bouteflika and Omar al-Bashir. Africa has made progress in reducing the occurrence of coup d'états, particularly with its rejection of unconstitutional changes of government as enshrined in the AU's African Charter on Democracy, Elections and Governance. ECOWAS has a similar framework in its Protocol on Democracy and Good Governance. Neither charter however specifically deals with uprising situations like those that sparked military takeovers in Algeria, Sudan and now Mali.

There are essentially two key issues with popular protests. First is the disagreement around when a protest qualifies as popular, or popular enough to justify a call for a change of government. Second is the seemingly unconstitutional nature of a request, even by people with apparently legitimate grievances, for an elected president or his government to step down without following constitutional due process.

The argument that elected leaders can be removed only through elections and never through the streets or by a military takeover can only stand when they're elected through credible polls, and when they themselves uphold the rule of law as part of a constitutional social contract. Keïta may have been re-elected in 2018 in elections considered credible by most, but he faced massive public demonstrations as early as April 2019. Recent protests were sparked by contestation over the April 2020 parliamentary election results. Ordinary Malians voiced their discontent with the rampant poverty, insecurity, bad governance and corruption. Beyond Mali, the trend has also been for African leaders to amend or circumvent constitutions to extend their stay in power. This, like coups, protests and military takeovers, creates institutional instability not conducive to entrenching democratic norms and practices. Others may then regard constitutional order as malleable.

The AU's charter and ECOWAS's protocol both reject unconstitutional changes of government but they also clearly outline democratic and good governance norms, and the latter should minimise the risk for the former to occur.

The question of how legitimate, representative or popular a protest is may not always be possible to answer. But when grievances are legitimate and supported by a significant proportion of the population, it's difficult to dispute the 'popularity' of an uprising, or stop it. This isn't to say that unseating a president or government through uprisings should be the norm, but when citizens regard a government to have failed, they will take to the streets and may demand that it resigns. These demands can be regarded as legitimate where elections haven't historically been free, fair and transparent, and therefore where leaders cannot be removed through the ballot. This typically signals a lack of trust in state institutions, in their independence and impartiality, which discredits democratic processes.

If the legitimacy, popularity or representativeness of a protest can be questioned, so too can that of a sitting government. When leaders are 'elected' in dubious polls where results are highly contested, they don't have much legitimacy. In Mali, as with many other African countries, elections are contentious and results are systematically disputed. In the March/April 2020 legislative elections a constitutional court ruling for the polls' final results allocated 30 seats mostly to the ruling party and its allies, causing countrywide demonstrations. Also, the elections were set for 2018 but were delayed partly to pass a constitutional amendment to kick-start the process of decentralisation, as agreed on in the Algiers 2015 peace accord.

The military takeover occurred after mediation led by former Nigerian president Goodluck Jonathan and an ECOWAS mission of heads of state failed to break the deadlock between Keïta and the Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Républicaines (M5-RFP) coalition that led the anti-government demonstrations. Current trends suggest that popular protests will become even more regular in Africa's contested socio-political space. With projections that COVID-19 will aggravate levels of poverty and unemployment, governments appearing to be underperforming while corruption remains rife will

continue experiencing uprisings. Popular protests are a symptom of deeper governance deficits. Part of the solution lies in a holistic rather than selective application of African norms on democracy and good governance, which cannot solely rebuke unconstitutional changes of government while allowing other violations and excesses to flourish.

Mali has entered a period of political uncertainty. The transition arrangements must be carefully negotiated to preserve some stability in the frail security apparatus that's been fighting violent extremism. The success of this current transition will determine Mali's future as a country.

❖ Soudan

Jean-Philippe Rémy – août 2020

Les protocoles signés abordent la plupart des problèmes cruciaux des conflits concernés ; sécurité, justice, accès aux terres et retour des déplacés. Deux factions ne se sont pas associées aux textes.



Il y a plusieurs manières de compter le nombre d'années de conflit auquel la signature, lundi 31 août à Juba, de huit protocoles constituant un accord de paix vite qualifié « d'historique » entre le pouvoir de transition du Soudan et plusieurs groupes rebelles du pays, promet de mettre un terme.

Dix-sept ans depuis qu'est apparu, en 2003, un mouvement armé dans le Darfour (Ouest), entraînant une campagne contre-insurrectionnelle gouvernementale d'une violence telle qu'elle a

causé la mort de 300 000 personnes, avant de laisser derrière un paysage de désolation à l'échelle d'une région grande comme la France, où plus de 2 millions des personnes chassées de leurs terres vivent entassées dans des camps ?



Ou neuf années, depuis qu'en 2011 – à la suite d'un accord de paix concernant à l'époque la partie sud du pays, devenue au terme d'une sécession pacifique, le Soudan du Sud –, des rébellions avaient tenu tête au pouvoir dans deux régions, le Kordofan du Sud, et le Nil Bleu, toutes deux situées au sud de Khartoum, mais confrontées à des problématiques similaires à de nombreuses périphéries soudanaises ? De toutes ces mesures de la durée des violences soudanaises, aucune n'est tout à fait exacte. Ces guerres, plus que des ruptures, ont été des continuités. Le Darfour avait déjà connu une floraison de mouvements rebelles avant 2003. Les monts Nouba, dans le Kordofan du Sud, ont été le théâtre, depuis les années 1990, d'une campagne militaire dévastatrice portée par un appel au djihad du pouvoir central, à Khartoum.

Entre-temps, cependant, une guerre soudanaise au moins avait pris fin, celle opposant le Nord et le Sud, entamée en 1955, un an avant l'indépendance et qui, d'accords de paix torpillés en reprises des combats, avait duré, malgré une petite décennie de pause, jusqu'en 2005, lorsque fut signé un accord global, complexe, qui allait ouvrir la voie de la sécession du Sud. Le grand leader de la rébellion sud-soudanaise, John Garang, était contre cette partition du pays et appelait de ses vœux, au contraire, l'avènement d'un « Nouveau Soudan » dont l'objet était de renverser le pouvoir islamoraciste de Khartoum et d'intégrer tous les peuples du pays dans une démocratie à caractère laïque. Il est mort dans un accident d'hélicoptère, juste avant

la sécession. Avec la signature lundi de l'accord à Juba, au Soudan du Sud, c'est un peu de sa prophétie qui prend corps. Entre-temps, il a fallu que soit renversé le régime du président Omar Al-Bachir, en avril 2019, après près de trente ans de règne et des millions de cadavres. Les protocoles paraphés par le pouvoir soudanais, en la personne du général Mohamed Hamdane Daglo « Hemetti », et plusieurs groupes armés regroupés dans le Front révolutionnaire du Soudan (SRF) seront-ils de nature à établir les bases d'un règlement pour le Darfour, le Kordofan du Sud et l'Etat du Nil Bleu ?

❖ RDC – Nations unies

ONU – 02 septembre 2020

La MONUSCO n'est pas partie prenante dans un processus qui débouche sur l'amnistie et l'intégration des groupes armés dans les FARDC ainsi que l'attribution des grades aux seigneurs de guerre. Pour la cheffe de la mission onusienne qui l'a déclaré ce mercredi 2 septembre au cours d'une rencontre avec la presse à Kinshasa, c'est impensable de récompenser des gens qui ont pris les armes contre leur pays et leurs populations.

« Moi, je passe mon temps pour dire, qu'il ne faut pas les intégrer dans l'armée. Même quand ils déposent les armes, il ne faut pas accepter l'amnistie. Il faut se battre pour que ces gens demandent pardon et rendent compte. Ça fait 20 ans que ces gens survivent parce que, ils sont récompensés. Il faut arrêter, l'Etat doit dire, vous avez pris les armes contre la République, vous n'avez rien à demander, vous demandez juste des excuses. On a été très claire, que si le processus mène à l'intégration dans l'armée ou à

discuter des grades, la MONUSCO n'est pas concernée par ça », a affirmé Mme Leila Zerrougui.

Elle fait remarquer que l'intégration des groupes armés au sein de l'armée régulière n'a pas mis fin à ce phénomène : « Nous, nous avons dit que nous nous impliquons s'il y a intégration communautaire. Depuis combien de temps, on intègre des groupes armés ? Est-ce que ça a réduit ce phénomène ? Au contraire, chaque année vous avez plus de groupes armés qui opèrent sur le terrain, parce que c'est devenu un business, c'est devenu une mode de promotion ».

❖ Union africaine

04 sept. 2020 – rapport du CPS

The current AU-led negotiations on the Grand Ethiopian Renaissance Dam have made some important achievements, and is expected to lead to a binding agreement.

The dispute over the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) is the latest and most intense diplomatic confrontation over the use of the Nile River. The construction of the GERD, officially announced in 2011, is not the first such dispute, nor will it be the last.

As climate change and rising populations in riparian countries place more demands on the Nile, countries will have to develop the river to respond to these needs. This means there is a high probability that more disputes will be sparked between upstream and downstream states.

The current AU-brokered negotiations on the GERD have seen important achievements, and are expected to lead to a binding agreement on the filling and

operation of the dam. However, if the AU is to successfully prevent future conflicts over the use of the Nile, it will have to help riparian countries reach a comprehensive basin-wide agreement on its management and equitable use.

The AU will also have to overcome legal and capacity issues. While its Peace and Security Council (PSC) in March 2019 expanded the domain of the blue economy to include inland water bodies such as rivers, dams and lakes, it is yet to formulate a strategy on how to help member states resolve disputes over the use of transboundary watercourses. This shortcoming may be resolved by expanding the AU's border governance strategy to include the management and use of transboundary water bodies, as well as relevant conflict resolution mechanisms.

The AU's involvement in the GERD dispute was precipitated by South African President Cyril Ramaphosa's bold move to engage the AU as the facilitator of the talks in the spirit of finding 'African solutions to Africa's problems'. According to Ambassador Xolisa Makaya, South Africa's Permanent Representative to the AU, having learnt of the May and June 2020 letters on the GERD which were addressed to the United Nations Security Council by Egypt, Sudan and Ethiopia, the Chair of the Union, H.E. President Cyril Ramaphosa decided to intervene and consulted with the Heads of State and Government of the three countries (Egypt, Ethiopia and Sudan). This initial consultation was followed by the first extraordinary virtual summit of the Bureau of the Assembly, in the presence of Egypt, Ethiopia and Sudan.

The summit helped to determine the AU's role in the GERD negotiations and appointed four observers from the Bureau countries to take part in the Tripartite Negotiation Committee, previously established by the three countries. The Bureau also assigned four African technical experts to help the parties reach a negotiated settlement on outstanding issues. The European Union and United States (US) were invited to the negotiations as observers.

The AU experts presented their report with options for resolving outstanding legal and technical issues to the Bureau and the three negotiating countries during another extraordinary summit held on 21 July. The Bureau urged the negotiating parties to expedite the finalisation of a 'binding Agreement on the Filling and Operation of the GERD' and welcomed their willingness to reach a comprehensive agreement on the Blue Nile as soon as possible. The latest round of negotiations resumed on 18 August, when the three countries compiled their positions in one document, expected to be the basis for an agreement.

While the AU-led negotiations are ongoing, its involvement has seen tangible results. The AU's engagement at the Bureau-level is a break with its tradition of trying to resolve the issue through behind-the-scenes quiet diplomacy. This has helped the three parties to resume and commit to negotiations. They will be careful not to alienate African support in the issue by withdrawing from an AU-led process.

The AU's involvement has further helped to de-escalate tensions that had reached an all-time high when the GERD became highly politicised following the fallout from the US-brokered negotiations in February. The AU's involvement has also halted a regional axis formation and eased the pressure on regional states to choose sides. Its engagement likewise helped to stem great power politics, particularly between the US and Russia.

According to the chairperson of the AUC, Moussa Faki Mahamat, 'more than 90% of the issues in the Tripartite Negotiations between Egypt, Ethiopia and Sudan have already been resolved'. The outstanding legal and technical issues include the dispute resolution mechanism, long-term operation of the dam, future development on the Blue Nile and the nature of the agreement to be signed.

Egypt and Sudan would like Ethiopia to guarantee a minimum outflow of water from the GERD's reservoir based on historical average discharge. This involves

compensating for any shortfall in water flow caused by drought or future upstream use. Egypt and Sudan also want the three countries to sign a binding agreement that will allow them to seek external arbitration if disputes arise during the operation of the dam. Ethiopia argues that Egypt and Sudan's terms are more or less a request for the natural flow of the Blue Nile.

This is untenable, in Ethiopia's view, as it compromises the ability of the GERD to operate at full capacity, and infringes upon its rights to use the Nile waters and undertake future developments on the Blue Nile. Ethiopia also insists on resorting to the dispute resolution mechanism agreed upon by the three countries in the Declaration of Principles on the Grand Ethiopian Renaissance Dam (DoP) signed in 2015 by Egypt, Ethiopia and Sudan. The declaration stipulates that 'the three states will settle their conflicts emerging from the interpretation or implementation of this accord by consensus through consultations and negotiations'. Another major issue that has hobbled the negotiations is the impact that any agreement might have on the future use of the Blue Nile by Ethiopia. While declaring its willingness to reach a win-win outcome in negotiations on the GERD, Ethiopia insists on having a comprehensive water treaty governing the equitable use of the Nile as a mechanism to avoid future tensions in the Basin.

The management and development of the Nile River has been a point of contention among riparian countries, especially Ethiopia and Egypt, for more than a century. Currently, despite the GERD's having been endorsed by both Sudan and Egypt through the Declaration of Principles signed in 2015, it continues to create tensions between the three countries. This shows that while the current AU-led negotiations might result in an agreement on the GERD, such an agreement may not prevent potential disputes among riparian countries as they seek to develop the river. Ethiopia has already announced plans to build more dams along the Nile. Uganda, another riparian country, is also discussing plans to build a dam between lakes Kyoga and Albert that has the potential to increase Uganda's hydro-electrical power generation capacity by 40%.

This poses a challenge in terms of ensuring equitable use of the Nile by all riparian countries without causing significant harm to downstream countries as per international law principles, and so guaranteeing sustainable peace. Rapid population growth in the riparian countries and climate change will place growing demands on the Nile. The AU will thus have to

have to be forward-looking and try to help riparian countries reach an inclusive basin-wide agreement that will prevent any conflict that might arise from the future use and development of the Nile.

The current AU-led negotiations have, however, highlighted a number of challenges facing the organisation. It lacks a legal framework on the management and use of transboundary watercourses. Without such a framework to guide the mediation process, the current negotiations are based on the positions held by each country. Furthermore, the AU Bureau's recommendation of a comprehensive agreement is limited to the Blue Nile, while not all Blue Nile riparian countries are represented at the negotiations. The AU also lacks institutional capacity to resolve disputes over transboundary waters. It had to establish an ad-hoc committee of external experts for the current negotiations on the GERD. Sources close to the negotiations indicated that finding African experts had been challenging, as there are not many African hydrologists and international water law experts. These gaps have to be addressed if the AU is to continue playing an instrumental role in the prevention and resolution of disputes over transboundary watercourses.

❖ Afrique

Handy, Djilo et Akum – ISS - 08 sept. 2020

What causes Africa's coups? That is the question

The near unanimous condemnation of the mutiny in Mali followed by the forced resignation of president Ibrahim Boubacar Keïta questions the consensus around unconstitutional changes of government in Africa. In a rare alignment, various international peace and security actors condemned Mali's 18 August coup d'état. They also called for a return to constitutional order, despite Keïta's resignation and his dissolution of Parliament and government. The Economic Community of West African States (ECOWAS) and the African Union (AU) went even further with targeted sanctions to coerce the coup plotters out of power. This new appetite for sanctions from African organisations seems surprising, given the AU's tendency to criticise international sanctions against African states. Why has unconstitutional change of government become the red line of

African statutory norms on democracy and governance?

The Lomé Declaration of 2000 and the African Charter on Democracy, Elections and Governance of 2007 both define aspects of unconstitutional change of government. These include: a military coup against a democratically elected government; mercenary intervention to replace a democratically elected government; replacing a democratically elected government by dissident armed groups and rebel movements; or refusal of an outgoing government to relinquish power following defeat in free, fair and regular elections.

The systematic mention of 'democratically elected government' illustrates both the context and spirit behind the Lomé Declaration. At a time when democratic constitutionalism was new in Africa, the aim was to protect the authority of civilian political institutions from the 'authoritarianism' of military interventions. Since 2000, the citizen debate on democracy and governance in Africa has evolved.

Priorities have shifted to the quality of electoral processes, the value of term limits, but also legitimacy, performance and accountability in political and economic governance. Social discontent, largely expressed through protest, has been met with varying degrees of suppression, co-option and consolidation of the status quo. On key governance issues, regional organisations have generally remained silent, despite the development of an African Governance Architecture (AGA) in 2011. Only 17 countries have signed and six ratified the 2014 African Charter on the values and principles of decentralisation, local governance and local development. Ink-service is paid to the principles of responsiveness, transparency, accountability and civic responsibility.

In 2014, the AU Peace and Security Council (PSC) noted that unconstitutional changes of government originated from 'deficiencies in governance. Greed, selfishness, mismanagement of diversity, failure to seize opportunities, marginalisation, human rights violations, unwillingness to accept electoral defeat, manipulation of constitutions and their revision through unconstitutional means to serve narrow interests, and corruption are all major contributors to unconstitutional changes of Governments and popular uprisings.'

The council's call for 'a *zero tolerance* for government policies and actions that may lead to a resort to unconstitutional means to overthrow oppressive systems' has not changed the dominant norms and actions. Despite the clarity provided by the PSC, in practice the AU and regional organisations have reduced democracy to the holding of elections and selective respect for term limits. Meanwhile the quality of electoral processes is a recurrent trigger point, as was the case with Mali's delayed and allegedly rigged March 2020 parliamentary elections. On elections, the AU and regional organisations routinely resort to observer missions. Their conclusions rarely challenge official results, even though emboldened civil society and judiciaries identify rigging. Recent elections in Kenya and Malawi are reminders.

On governance monitoring, the relevance of the AU's African Peer Review Mechanism can legitimately be questioned. Despite being around for two decades, its impact on the evolution of governance is hardly visible. Against this backdrop, the concept of unconstitutional change of government has become AGA's main focus, while all the other dimensions of legitimate and responsive governance have been systematically scuttled by member states. In places like Mali, prioritising a symptom – i.e. the coup – over addressing root causes such as dubious legitimacy and corruption, makes the AU and ECOWAS's response look like a protection of incumbency.

Both organisations have been silent about government inertia on inequality, the rule of law and fair electoral governance. The African and international approach seems to privilege the 'legality' over the legitimacy of sitting heads of state. This approach systematically puts intergovernmental organisations at odds with those countries' citizens. Africa's peace, security and governance norms and instruments will increasingly be tested by complex challenges. Reports from early warning systems and civil society organisations often correctly predict governance failures. Without political commitment to conflict prevention, the AU and regional organisations will increasingly react rather than pre-empt crises. It then becomes politically expedient to condemn a coup rather than take bold political steps to address the causes of social discontent.

The focus on unconstitutional changes of government reflects simplistic approaches to governance crises. Urgent calls by international parties for elections to

restore constitutional order are questionable – particularly when constitutions or voting systems could be part of the problem. Mali's recent history shows that expediting the electoral timetable can reproduce weak governments. Such solutions favour existing political elites, who are often complicit in nurturing the crisis of confidence. Hasty elections often hamper negotiations that stand a better chance of reflecting a country's socio-political dynamics. The political crisis in Mali is an opportunity to review African conflict prevention instruments, particularly regarding governance issues. Instead of focusing on elections and unconstitutional changes of government, other dimensions such as mediated dialogue and inclusive crisis management should be given greater attention.

In the absence of a more holistic concept of democratic governance, banning unconstitutional changes of government risks being misconstrued as a bonus for sitting presidents who want to stay in power. The challenge for the AU and regional organisations is to build bridges with civil society and develop effective capacity to prevent political crises.

❖ CEDEAO

08 septembre 2020 - Nelly Fualdes

Les chefs d'État et de gouvernement ont acté l'impossibilité de lancer d'ici la fin de l'année la nouvelle monnaie régionale.

Il ne restait plus que quatre mois pour lancer la monnaie unique de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), comme l'évoquaient régulièrement les textes depuis 2015. Un délai bien court alors qu'il restait encore à créer la banque centrale fédérale, à préciser le régime de change de la nouvelle monnaie, sans compter les nécessaires démarches administratives et informatiques liées à un changement de devise et la fabrication des pièces et billets...

Réunis le 7 septembre à Niamey, les chefs d'État et de gouvernement de la région ont donc acté le report – inéluctable – de la mesure. Ils ont ainsi décidé de « différer, à une date ultérieure, le lancement de la monnaie unique » et ont évoqué l'élaboration d'une « nouvelle feuille de route », sans pour l'instant déterminer de nouveau calendrier.

La hache de guerre avec l'UEMOA enterrée ? Si le premier trimestre 2020 a été marqué par l'apparition de tensions entre pays de la zone franc et ZMAO, et notamment par une sourde rivalité entre Abuja et Abidjan, c'est le non-respect des critères de convergence et l'impact économique du Covid-19 qui sont mis en avant pour justifier ce report. La réunion, qui a d'ailleurs vu se succéder des discours du président ivoirien Alassane Dramane Ouattara – pour l'Umoa – et du ministre sierra-léonais des Affaires étrangères – côté ZMAO – a d'ailleurs « pris acte des transformations importantes réalisées dans la zone monétaire Umoa », mais précise que cette réforme « s'inscrit dans le cadre des actions à réaliser pour transformer le F CFA, tout autant que les autres monnaies, en Eco, conformément à la feuille de route révisée de la Cedeao ».

❖ Guinée-Bissau

Jeune Afrique/AFP - 10/09/20



Les soldats ouest-africains de la mission de la Cedeao en Guinée-Bissau (Ecomib), déployés depuis 2012 ont commencé à quitter le pays. Leur mission se termine officiellement ce jeudi 10 septembre. L'Ecomib, la force de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour la stabilité et la sécurité en Guinée-Bissau, y avait été déployée après le coup d'État d'avril 2012 qui avait renversé le Premier ministre Carlos Gomes Junior, entre les deux tours de la

présidentielle dont ce dernier était le favori.

De plus de 800 hommes au début de son déploiement en juin 2012, elle a finalement compté plus d'un millier de soldats sénégalais, burkinabè, nigérian et togolais. Ces troupes étaient chargées de protéger les chefs d'institutions et les édifices publics du pays. Une cérémonie officielle marquant la fin de la mission de l'Ecomib est prévue jeudi à Bissau, en présence du président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló, du président de la commission de la Cedeao Jean-Claude Kassi Brou et d'autorités militaires ouest-africaines, a-t-on appris auprès de la présidence bissau-guinéenne et de l'organisation régionale. Le contingent togolais a quitté Bissau la semaine passée et celui du Nigeria était en cours mercredi. « Les forces armées bissau-guinéennes prendront le relais pour assurer la stabilité et la sécurité dans tout le pays », a déclaré le ministre bissau-guinéen de la Défense Sandji Fati.

Le président Umaro Sissoco Embaló, ancien opposant donné vainqueur par la commission nationale électorale à l'issue du second tour de la présidentielle du 29 décembre, a pris ses fonctions en février, malgré la contestation de sa victoire par Domingos Simões Pereira, chef du parti historique qui a mené l'ex-colonie à l'indépendance en 1974. Malgré la contestation persistante des résultats officiels par Domingos Simões Pereira, Umaro Sissoco Embaló a été reconnu par la Cédéao fin avril et paraît solidement installé. La Cour suprême de Guinée-Bissau, qui fait office de Cour constitutionnelle, a confirmé lundi la victoire de Umaro Sissoco Embalo en rejetant les recours de

son adversaire, huit mois après le second tour.

❖ Somaliland - Taïwan

septembre 2020

La république du Somaliland, dans la Corne de l'Afrique, a inauguré le 9 septembre à Taipei son bureau de représentation à Taïwan, en présence du ministre taiwanais des Affaires étrangères, Joseph Wu. Taïwan a ouvert son propre bureau de représentation le 17 août à Hargeisa, la capitale du Somaliland.

❖ Afrique – USA

Peter Fabricius -ISS-18/09/20

Given the large US military presence in Africa, could the continent benefit from having the command based locally?

When the Pentagon sought to locate its newly formed Africa Command (AFRICOM) somewhere in Africa in 2007, Botswana and Liberia were reportedly eager to host it. But then South African president Thabo Mbeki and his defence minister Mosiuoa Lekota mobilised the continent to oppose the move. They said it would constitute an unacceptable violation of Africa's sovereignty. The United States (US) eventually backed down and opted instead for Stuttgart, where its Europe Command was already installed.

Now AFRICOM is looking for a new home and the question arises again, in a different political and military context, would it be to Africa's advantage if it moved to the continent?

In July this year AFRICOM commander General Stephen Townsend announced that: 'US Africa Command has been told to plan to move.'

This would be part of the Pentagon's plan to withdraw 12 000 troops from Germany after President Donald Trump decided to cut back on America's military presence in that country. Trump's position was that Berlin wasn't meeting its North Atlantic Treaty Organization (NATO) collective defence commitment to spend at least 2% of its GDP on its military. Townsend said AFRICOM was looking for a new location either in Europe or the US. Officials reportedly said privately that the command wasn't looking for a new headquarters in Africa. This was apparently to avoid the impression that the US was militarising its relations with the continent.

Judd Devermont, Africa programme head at the Center for Strategic and International Studies in Washington, said: 'If AFRICOM is moved, it seems more likely that it will relocate to Europe or to the United States than to an African country. There were few African takers when AFRICOM was established, and I suspect there remains limited interest in hosting a large number of US personnel. If it remains in Europe, Belgium, Italy, Spain, and the United Kingdom have been raised as potential candidates.' But if there were any African takers, moving to the continent would presumably make sense from a purely operational point of view. Perhaps, though, the Pentagon is recalling the huge controversy back in 2007.

There is considerable irony though, in the ensuing history. If Mbeki, Lekota and others thought that keeping the command offshore would keep the US military presence at bay, they were mistaken. On the contrary, US –

and other foreign – military activity in Africa has proliferated. According to the Institute for Security Studies (ISS), 13 foreign countries now have a known military presence in Africa, mostly concentrated in the Horn where they maintain 11 military bases. The ISS says the US and France have the greatest number of troops. It quotes the French Ministry of Defence as saying France has an estimated 7 550 military personnel spread across the continent (excluding United Nations operations). Other sources estimate that the US has about 7 000 special forces on rotation in Africa, carrying out joint operations with national militaries against jihadists. Another 2 000 soldiers are conducting training missions in some 40 African countries.

Djibouti, with its strategic location on the Red Sea and commanding the el-Mandeb Strait, is the epicentre of this foreign military presence. It hosts seven armies and most of the Horn's 11 military bases. The Intercept says AFRICOM now has 15 'enduring' bases and 12 less permanent 'non-enduring' or 'contingency' bases in Africa. Foreign militaries have various motives for coming to Africa. Some have nothing to do with the continent – such as the US supposedly using Djibouti or the United Arab Emirates using Eritrea as launching pads for operations against Yemen. Much of the growing foreign military presence is about advancing global superpower rivalries. Some foreign forces are however trying to help keep violent extremists at bay. Africa's motives are equally varied. Some insecure leaders are perhaps still using foreign armies

to prop them up – France in Chad and Russia in the Central African Republic for example – or simply to make money. But again, some need the foreign soldiers to help curb violent extremism; a goal that potentially benefits all.

Continentially the attitude towards foreign military presence seems rather tentative. The African Union (AU) is formally opposed to foreign military bases. But its Peace and Security Council issued a mild statement in April 2016 calling on member states to be 'circumspect' when 'entering into agreements' that would lead to the establishment of foreign bases in their countries. Not a strong deterrent, at least judging by its effect. Inadequate national militaries and a continental standby force that still exists largely only on paper are clearly contributing to the growing foreign military presence.

Given the reality of a large dependence on outside support, one can't help asking if moving AFRICOM to Africa would be more in the continent's interests than having it operate out of Europe or the US. It would certainly acknowledge the reality on the ground. Apart from shortening reaction times, it would also presumably enable the AU and African countries to manage and monitor America's sprawling military presence better if they had one contact point. Others believe though that such a move would be little more than symbolic. With such a large de facto US military presence in Africa anyway, AFRICOM headquarters are really no more than an administrative centre that could be located anywhere. One AU watcher says 'AFRICOM is deeply embedded in

the AU. It has an attaché to the Peace and Security Department. It has a unit in the embassy specifically focusing on the AU that has been heavily involved in enunciating a number of AU policies particularly on maritime security, Sahel security, and deployment of a number of missions. It has also embedded staff in the AU early warning unit and Peace Support Operations Division.'

And so if the presence of an AFRICOM HQ in Africa would be mostly symbolic anyway, keeping it offshore would perhaps be better. The symbolism would probably be mostly negative – likely of occupation – and symbolism, it seems, is more powerful than reality. And then there is the possibility that AFRICOM won't move from Germany after all. Such a move would be motivated entirely, it seems, by Trump's own private bugbear about Germany not paying its dues in NATO. So if he is defeated in the 3 November presidential election, perhaps it won't happen at all.

❖ Mali

Jeune Afrique / AFP - 22 septembre 2020

L'ex-ministre de la Défense Ba Ndaw a été désigné lundi président de la transition au Mali par un comité mis en place par la junte au pouvoir depuis le putsch du 18 août, a annoncé à la télévision nationale le chef

du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), le colonel Assimi Goïta.

Le nouveau président est censé officier comme chef de l'État pendant plusieurs mois avant un retour des civils au pouvoir. Ba Ndaw, ancien colonel-major âgé de 70 ans, est un officier retraité de l'armée de l'air, notamment passé par l'École de guerre de Paris au cours de sa formation.

Ba Ndaw avait notamment été l'aide de camp de l'ex-président malien, le général Moussa Traoré, décédé le 15 septembre et avait assumé les fonctions de chef d'état-major adjoint de l'aviation sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré de 1992 à 2002. Il avait été nommé ministre de la Défense en mai 2014, après la démission de Soumeylou Boubèye Maïga, au lendemain d'une défaite de l'armée malienne à Kidal.

Le colonel Assimi Goïta, qui assurait jusque-là le rôle de « chef de l'État, selon « l'acte fondamental » du CNSP, a pour sa part été désigné vice-président de transition, a annoncé l'intéressé dans un bref flash spécial. « La cérémonie de prestation de serment aura lieu le vendredi 25 septembre », a précisé le colonel Goïta.





III - Le mot des NATIONS UNIES

Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2507 (2020)

S/2020/662 du 08 juillet 2020

Au cours de la période considérée, la situation sur les plans politique et de sécurité a été fortement influencée par la perspective des élections présidentielle et législatives, prévues pour les mois de décembre 2020 et de mars 2021. Une proposition contestée de révision de la Constitution et de nouveaux appels en faveur d'une transition politique (au lieu d'élections) ont suscité un regain de tensions entre le Gouvernement et l'opposition. Les relations ont été particulièrement tendues entre les partisans du Président, Faustin-Archange Touadéra, et ceux de l'ancien Président, François Bozizé, sous le coup de sanctions de l'ONU, la candidature de M. Bozizé aux prochaines élections suscitant de nombreuses interrogations.

La perspective des élections a donné aux groupes armés une raison supplémentaire de maintenir et d'étendre leur contrôle sur le territoire. D'après ces groupes, une présence sur le terrain pourrait leur donner l'occasion d'influencer le processus électoral et d'obtenir ainsi des moyens de pression au cours des pourparlers avec les acteurs nationaux et internationaux.

Par conséquent, malgré leur attachement déclaratoire à l'application de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, signé à Bangui le 6 février 2019, les groupes armés ont continué d'entraver le rétablissement de l'autorité de l'État et commis de nombreuses violations de l'Accord.

Plus particulièrement, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), dirigée par Ali Darassa, et le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R), dirigé par Abbas Sidiki, ont étendu leurs zones de contrôle.

Les combats dans le nord-est, décrits dans le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2019/930) se sont poursuivis. Toutes les factions impliquées, dont le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique, le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) et le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC), ont commis des violations majeures des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Le présent rapport fait état notamment d'assassinats ciblés, de violences sexuelles de la part de ces groupes ainsi que de l'UPC et des 3R, ainsi que de réinstallation forcée de populations déplacées par des combattants à Ndélé et Birao.

Cette série d'affrontements a également été alimentée par l'arrivée de combattants étrangers et d'armes, principalement du Soudan. Le trafic régional d'armes s'est également poursuivi le long d'autres itinéraires. Le rapport décrit une saisie d'armes, qui était probablement destinée à la République centrafricaine, par les autorités de la République démocratique du Congo, à Gbadolite. Pour ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, le Groupe d'experts fait état des difficultés sur le plan de la création des unités mixtes de sécurité et de l'élargissement du rôle et de la taille de la Garde présidentielle.

Concernant les ressources naturelles, les groupes armés ont continué de tirer profit de l'extraction d'or artisanale, en raison de faiblesses au niveau des règles et des procédures visant à permettre à la République centrafricaine et les pays voisins de lutter efficacement contre la contrebande de l'or. Le Groupe d'experts a enquêté sur l'implication de plus en plus prononcée des 3R dans le secteur de l'or dans la partie ouest du pays, ainsi que sur la situation dans la préfecture de l'Ouham où une ruée vers l'or autour du village de Kouki a offert aux factions de l'ex-Séléka une nouvelle source de revenus. Le Gouvernement a également continué d'émettre des permis d'extraction minière dans des secteurs se trouvant hors de son contrôle, ce qui soulève le risque d'un financement de groupes armés par l'intermédiaire de l'exploitation des ressources naturelles.

La période considérée a également été marquée par une augmentation marquée de la diffusion de propos incendiaires, dans les médias sociaux, les médias en ligne et la presse écrite, souvent facilitée par les activités de réseaux organisés. En février et en mars, plusieurs membres du personnel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ont fait l'objet d'une campagne de diffamation par des individus proches du Gouvernement centrafricain. Cette campagne, ainsi que la poursuite du recours à une rhétorique incendiaire par les parties politiques, suscitent des préoccupations quant à la période électorale à venir.

Concernant l'application des sanctions, il ressort du rapport que Nourredine Adam, visé par les sanctions, continue de violer l'interdiction de voyager et que les notifications relatives à l'embargo sur les armes au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) concernant la République centrafricaine sont généralement soumises en retard.

IV - CONCLUSION

Le prochain bulletin sera publié début février 2021. Il tiendra compte des décisions prises lors du prochain sommet de l'Union africaine à Addis Abeba.

Le grand changement dans les structures de l'Union africaine et voulu par la réforme Kagame sera la fusion des deux Commissaires « Paix et Sécurité » et « Affaires politiques ». La course à ce « super » poste est déjà lancée. Quinze candidats ont été sélectionnés pour occuper le poste le plus important au sein de la Commission.

Moussa Faki Mahamat (Tchad) est candidat à sa propre succession et il sera sûrement reconduit à la tête de la Commission de l'Union africaine car aucun Etat africain n'a proposé de candidat.

A la surprise générale, l'Algérie qui détenait le poste de Commissaire Paix et sécurité depuis la création de l'Union africaine ne présente aucun candidat pour l'ensemble des postes.

Patrick FERRAS
Stratégies africaines
www.csba-ferras.eu